



## Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 8, n°1 | Avril 2017

Modalités de qualification et de gestion des  
ressources naturelles (2/2)

---

# Ambivalence des eaux souterraines dans le journal *The Hindu* : promouvoir leur préservation tout en accueillant des justifications de leur exploitation

*Ambivalence of groundwater in the newspaper The Hindu: promoting  
conservation while justifying exploitation*

**Audrey Richard-Ferroudji**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11526>

DOI : 10.4000/developpementdurable.11526

ISSN : 1772-9971

### Éditeur

Association DD&T

### Référence électronique

Audrey Richard-Ferroudji, « Ambivalence des eaux souterraines dans le journal *The Hindu* : promouvoir leur préservation tout en accueillant des justifications de leur exploitation », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 8, n°1 | Avril 2017, mis en ligne le 30 avril 2017, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11526> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.11526

---

Ce document a été généré automatiquement le 4 mai 2019.



*Développement Durable et Territoires* est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

---

# Ambivalence des eaux souterraines dans le journal *The Hindu* : promouvoir leur préservation tout en accueillant des justifications de leur exploitation

*Ambivalence of groundwater in the newspaper The Hindu: promoting conservation while justifying exploitation*

Audrey Richard-Ferroudji

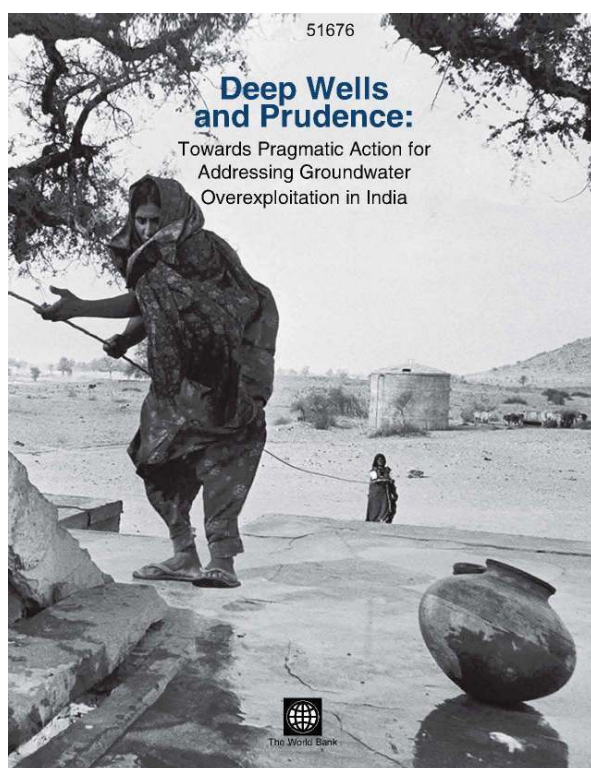
---

## Introduction : de l'ambivalence des eaux souterraines

- 1 L'Inde a connu au cours des 50 dernières années un développement très important de l'utilisation des eaux souterraines, permis par les progrès techniques et appuyé par les politiques publiques, en particulier celles accompagnant la Révolution verte. L'eau souterraine représente aujourd'hui plus de la moitié de l'eau utilisée en irrigation et la majeure partie de l'eau domestique (World Bank, 2010). L'accès à ces ressources a joué un rôle primordial dans le développement économique du pays en renforçant les capacités des agriculteurs qui ont pu diversifier et intensifier leurs cultures. Dans le même temps, ce développement a eu de nombreuses conséquences environnementales accentuant la vulnérabilité des usagers : tarissement des ressources, dégradation de la qualité des eaux, dégradation des sols et des milieux aquatiques. Certains auteurs parlent même de « *suicide socio-écologique* » à propos du développement des forages individuels (Bon et Landy, 2005). Actuellement, un grand nombre de nappes souterraines sont surexploitées ou polluées, et leur exploitation accentue ou crée des inégalités entre ceux qui ont les moyens d'accéder à ces ressources et les autres.

- 2 La gestion des eaux souterraines est ainsi devenue un enjeu de préoccupation croissante des politiques de l'eau et des travaux de recherche (Shah, 2009 ; Shankar *et al.*, 2011). Dans l'ensemble de ces travaux, les eaux souterraines sont considérées comme des ressources en danger qui incitent à la prudence comme y invite le rapport de la Banque mondiale cité précédemment (2010). La couverture de ce rapport renforce la mise en garde en montrant la peine éprouvée par une femme pour prélever l'eau d'un puits (Figure 1). Une tout autre image est cependant souvent donnée d'une telle action en l'associant à un moment de joie, par exemple dans le cadre d'un reportage photographique (Figure 2). Les deux photographies ci-dessous proposent deux façons de mettre en image l'accès aux eaux souterraines et de qualifier le rapport des humains à ces ressources. Un tel constat invite à prêter attention à différentes manières de qualifier et d'objectiver les eaux souterraines.

Figure 1. Couverture de World Bank, 2010



Source : Photo de Gauri Gill

Figure 2. Roots of water



Source : Amos Jaisingh, « Une fille prend plaisir à pomper de l'eau avec sa mère, pendant que d'autres femmes attendent leur tour »<sup>1</sup> Kakrana village  
<http://www.galli.in/2012/10/narmada-the-land-and-the-people-amos-jaisingh.html>

- 3 Une attention à la qualification et à l'objectivation des eaux souterraines est d'autant plus intéressante et pertinente qu'elles sont quasi invisibles. En effet, cachées de la vue, elles se donnent uniquement à voir à la surface lorsqu'elles jaillissent d'un forage ou au fond d'un puits. Contrairement à une rivière ou un canal, leur circulation est dissimulée, et par là même l'interdépendance qu'elles créent entre les humains. Alors, les eaux souterraines sont mises en visibilité et mises en mots par des dispositifs techniques, tel un puits ou un forage, et des porte-parole, tels des enfants et leurs dessins dans un concours organisé par le Central Groundwater Board<sup>2</sup>, des photos ou encore un article de presse dans un journal. Les interdépendances ou les quantités stockées se matérialisent dans les productions des experts qui mobilisent différents instruments : piézomètres, compteurs, satellites, tableaux de mesure, cartographie, etc. Les usagers ne sont pas en reste dans la mobilisation d'instruments de mise en visibilité : une corde vient mesurer la profondeur d'un puits ou une montre la durée de pompage (Aubriot, 2011). Ces artefacts objectivent de manière différente les eaux souterraines. Notre article vise à questionner les modalités d'objectivation des eaux souterraines et les qualités qui leur sont attribuées. Il s'intéresse en particulier à l'ambivalence de ces eaux, à la fois patrimoines en danger et sources de joie et d'émancipation comme l'illustrent les deux photos précédentes.
- 4 Cet article s'inscrit à l'intersection du champ des travaux en sciences sociales sur les eaux souterraines et de celui sur la qualification des ressources naturelles. Les travaux qui explorent la dimension sociale des eaux souterraines sont limités, mais en développement (Mitchell *et al.*, 2012). En particulier, de nombreux auteurs questionnent aujourd'hui leur gouvernance et les modes de régulation, notamment en Inde (Mukherji et Shah, 2005 ; Shah, 2009 ; Shankar *et al.*, 2011). Les travaux se situent principalement dans le champ de l'économie, dans la lignée d'Ostrom, mais développent également d'autres approches, dans le champ de l'écologie politique par exemple (Faysse et Petit, 2012). Nous proposons ici de mettre en perspective les modalités de gestion des eaux souterraines avec une pluralité de qualification de ces ressources. Pour cela, nous nous inscrivons dans la sociologie pragmatiste en nous appuyant sur la théorie des régimes d'engagement

(Thévenot, 2006) pour comprendre la composition entre une pluralité de valeurs, d'objectifs et d'attachements vis-à-vis de l'eau (Richard-Ferroudji, 2008). Plus précisément nous considérons le régime de justification (Boltanski et Thévenot, 1991) qui offre un moyen d'analyser comment ce qu'il est légitime de faire est débattu par un ensemble d'acteurs et selon différentes grandeurs. Dans les situations de dispute, de controverse ou de dénonciation apparaît un besoin d'explicitier les torts et de construire les fondements d'un nouvel accord. Plusieurs ordres de grandeur peuvent ainsi être mobilisés pour justifier une bonne gestion des eaux souterraines et guider les choix de mesures. Boltanski et Thévenot identifient six principes de référence sur la base de travaux classiques en sciences sociales, mais sans revendiquer une exhaustivité. Les personnes peuvent mobiliser chacun de ces principes pour une justification sans être attachés de façon définitive à aucun. Ils peuvent également mobiliser des compromis entre les grandeurs. Les justifications s'appuient sur des équipements tels le compteur ou la corde évoqués plus haut mobilisés dans des épreuves de réalité. Ainsi, le compteur est important dans « un ordre industriel » caractérisé par l'efficacité, la compétence et la performance. Les objets de la puja (cérémonies religieuses) sont centraux dans un ordre « inspiré » ou celui « domestique » qui valorise les traditions. L'engagement dans la justification n'est pas exclusif mais s'articule avec d'autres types d'engagements, stratégiques par exemple. Nous postulons qu'un focus sur les justifications permet de comprendre les résistances aux politiques de préservation en mettant en évidence des définitions contradictoires de ce qui est juste, et plus précisément ici d'une bonne gestion des eaux souterraines.

- 5 D'un point de vue empirique, cet article se concentre sur un instrument spécifique de mise en visibilité et de circulation de l'information : la presse. Ce choix est motivé par l'intention de travailler sur un artefact public et qui touche une plus large audience que les rapports d'expertise par exemple. Les médias sont en outre considérés comme permettant de développer la connaissance du public sur les questions environnementales ou de favoriser leur mise à l'agenda<sup>3</sup> (Nambiar, 2014 ; Nirmala et Arul Aram, 2016). Nous considérons ici la presse comme un instrument d'objectivation des eaux souterraines qui peut appuyer les politiques de prévention, mais aussi valoriser de tout autres perspectives. Ce texte vise à identifier différentes qualifications des eaux souterraines dans la presse et définitions d'une bonne gestion.
- 6 Plus précisément, nous avons choisi *The Hindu*, un quotidien né à Chennai (Tamil Nadu) à la fin du siècle dernier, qui bénéficie d'un lectorat important, essentiellement dans le sud de l'Inde<sup>4</sup>. C'est un journal de centre gauche, propriété de la famille Kasturi depuis plusieurs générations. Dans une enquête sur les pratiques de lecture des journaux indiens, *The Hindu* est présenté comme un journal sérieux, un « journal de la communauté brahmane » « mais dont les brahmanes n'aiment pas le contenu<sup>5</sup> » (Peterson, 2010). C'est un journal de langue anglaise, langue commune en Inde et langue de l'administration. Cette caractéristique nous a permis de conduire l'analyse sans l'intermédiaire d'un traducteur. Cependant, il convient de noter d'une part que le format écrit du support de presse choisi exclut une partie de la population analphabète<sup>6</sup> et celle ne lisant pas l'anglais. En effet, l'anglais reste encore en Inde la langue de l'élite éduquée (Montaut, 2004)<sup>7</sup>. Le choix s'est en outre porté sur ce journal car il contient un nombre important d'articles sur les questions environnementales et rurales. Basu et Leeuwis (2012) ont ainsi fait le constat à partir d'une recherche en ligne que *The Hindu* publiait fréquemment des articles concernant l'agriculture. Nirmala et Arul Aram (2016) montrent dans le cas de deux

journaux de langue anglaise (dont *The Hindu*) et deux de langue tamoule, en 2014, que ces derniers comportent moins d'articles sur les enjeux environnementaux. Nous faisons l'hypothèse que *The Hindu* reflète une diversité de modalités de qualification et de valorisation des eaux souterraines en lien avec des modes de gestion. En particulier, nous proposons de questionner la manière dont sont mobilisées différentes perspectives de justice concernant les eaux souterraines et potentiellement contradictoires. Par exemple, dans un article du 29/10/10, sur la révision de la politique de l'eau Ramaswamy Iyer, ancien secrétaire pour l'eau du gouvernement indien avance : « *Les perspectives de justice écologique et sociale devront être les perspectives prépondérantes, et toutes les autres perspectives leur seront subordonnées. En particulier, l'ingénierie et l'économie, qui ont été jusqu'à présent les disciplines dominantes, doivent être solidement gardées sous contrôle par l'écologie et par l'idée de justice sociale.* »

- 7 Dans un premier temps, nous présentons le matériau sur lequel s'est appuyé ce travail. Nous discuterons du traitement général des eaux souterraines par *The Hindu* et de ses spécificités en tant qu'instrument de mise en visibilité. Puis, nous discutons de quatre qualifications typiques identifiées à partir d'un corpus d'articles, cela en présentant les modalités de gestion qui leur sont associées. Enfin, nous reviendrons en conclusion sur le défi politique de la gestion des eaux souterraines en considérant leurs valeurs plurielles<sup>8</sup>.

## 1. Tracer les eaux souterraines dans le journal *The Hindu*

Figure 3. Article intitulé « *L'eau souterraine c'est de l'or* », publié le 01-08-15



**THE HINDU** Search

Home Today's Paper All Sections News National International Opinion Business Sport Feat

Science > Blog

**SCI-TECH • SCIENCE** November 30, 2012  
Updated: December 1, 2012 02:57 IST

**Groundwater is gold**

Start Download - 1) Click to Begin 2) Download App 3) Get 100s of Free Books & Readers  
[www.readingfanatic.com](http://www.readingfanatic.com)

Ads by Google

S. VISHWANATH COMMENT (2) · PRINT · T T

Like Share 39 Tweet 4 +1 5 Share 1 PinIt 18 Store 18

Since no more water is likely to be pumped from the Cauvery with the completion of the Phase IV Stage 2, it is groundwater that most of the development must depend on.

TOPICS  
environmental issues  
water

No individual borewell should be permitted to be drilled and only common use of groundwater under metered and tariff conditions should be encouraged in layouts, says water activist S. Vishwanath

The peripheral areas of cities are seeing an unprecedented growth. Land use is changing from agricultural to non-agriculture use and sites are being developed.

Source : [www.thehindu.com](http://www.thehindu.com)

## 1.1. Nombre d'articles : un journal qui contribue à mettre en visibilité les eaux souterraines

- 8 L'étude de *The Hindu* a été faite à partir de la version en ligne du journal<sup>9</sup>. *The Hindu* est devenu, en 1995, le premier journal indien à présenter une édition en ligne. Une seconde version a été pleinement opérationnelle fin juin 2010. Nous avons utilisé cette seconde version en nous concentrant donc sur la période du 1/07/10 au 31/06/15, soit cinq ans. Le tableau 1 présente le nombre d'articles recensés dans cette période. Nous avons dans un premier temps recensé les articles étiquetés dans la catégorie (« Topics ») « groundwater »/ eau souterraine (voir en bas à gauche de la Figure 3). Le fait qu'il existe un topic groundwater est significatif d'une attention accordée au sujet. L'étiquetage des articles du journal n'est cependant pas systématique. Nous avons ainsi constaté que les articles étiquetés « groundwater » ne constituaient qu'une faible part des articles traitant du sujet. L'article de la Figure 3, par exemple, traite directement de la question des eaux souterraines, mais « groundwater » ne figure pas dans les topics. Ainsi, une recherche sur le site avec le mot clé « groundwater » fait apparaître un nombre beaucoup plus important d'articles (Tableau 1). Ce nombre d'articles est cependant à prendre avec précaution. En effet, des articles apparaissent en doublon dans les résultats de la recherche, notamment parce qu'ils figurent dans différentes éditions du journal<sup>10</sup>. L'ordre de grandeur reste néanmoins conséquent<sup>11</sup>. À titre de comparaison le tableau 1 donne le nombre d'articles recensé dans le journal *Le Monde*.

Tableau 1. Recensement des articles traitant des eaux souterraines dans *The Hindu* et dans *Le Monde*

Période	01/07/10 au 31/12/10	2011	2012	2013	2014	01/01/15 au 31/06/15
Nombre d'articles étiquetés Groundwater dans <i>The Hindu</i>	7	2	40	95	21	7
Nombre d'articles <sup>12</sup> contenant le mot Groundwater dans <i>The Hindu</i>	390 (827 en 2010)	940	1 419	1 572	1 386	853
Nombre d'articles contenant « eau souterraine » et/ou « eaux souterraines » dans le journal <i>Le Monde</i>	15	18	30	66	22	Nc
Nombre d'articles de <i>The Hindu</i> inclus dans l'analyse de contenu	10	13	36	68	26	15

- 9 Le tableau 1 montre la variabilité annuelle du nombre d'articles avec un pic en 2013 qui peut être expliqué par deux raisons en Inde. D'une part, c'est une année de sécheresse suite à une mauvaise mousson en 2012. D'autre part, 2013 a été déclarée par l'ONU : « Année internationale pour la coopération dans le domaine de l'eau », ce qui a été à l'origine d'articles spécifiques. De la même manière, on remarque chaque année la présence d'articles autour du 22 mars, Journée mondiale de l'eau, événement qui favorise une mise à l'agenda. Dans le journal *Le Monde*, le pic de 2013 est lié à la catastrophe de

Fukushima<sup>13</sup>, qu'a couverte *The Hindu*, mais avec un focus moindre sur la question des eaux souterraines.

- 10 Le résultat de cette première approche quantitative reste le nombre conséquent d'articles qui mettent ainsi en visibilité les eaux souterraines. Ce constat est à mettre en regard de la politique éditoriale du journal. En effet, le traitement de la question des eaux souterraines relève d'une politique volontariste. Ainsi, Anuj Srivas dans un article du 06/04/2014 intitulé « La mort de l'industrie de la presse », inclut les eaux souterraines parmi les sujets impopulaires mais qu'il est nécessaire de traiter : « *Les nouvelles locales sur la corruption, les impôts fonciers ou les niveaux des eaux souterraines en baisse, par exemple, sont rarement récompensées avec des "j'aime" sur Facebook. Mais ils sont d'une haute importance, car ils donnent aux citoyens l'information vitale nécessaire pour voter et ils donnent aux organisations militantes les munitions nécessaires pour agir.* »

## 1.2. Sujet des articles : un journal militant pour une préservation des eaux souterraines

- 11 Afin de développer le questionnement par une analyse de contenu d'articles, nous avons constitué un corpus de 168 articles<sup>14</sup> issus de différentes rubriques du journal<sup>15</sup> entre juillet 2010 et juin 2015 (Tableau 1). Parmi les articles analysés, 50 ont pour sujet principal les eaux souterraines, 73 parlent plus largement d'eau et 45 en parlent à la marge d'un autre sujet. En particulier, seuls 35 articles sur les 81 étiquetés « *groundwater* » ont pour sujet principal les eaux souterraines. Par exemple, parmi eux, des articles au sujet de la catastrophe de Bhopal<sup>16</sup> vont évoquer – en une phrase – le fait qu'elle a conduit à une pollution des eaux souterraines. D'autres articles parlent des eaux souterraines en traitant du suicide des agriculteurs ou encore de la production de la banane. Enfin plusieurs articles mettent en visibilité l'atteinte aux eaux souterraines dans le cas de gravières, de la gestion des déchets ménagers, d'aquaculture, de déchets nucléaires, de centrales électriques, d'usines, d'extraction du gaz de schiste ou de sable, etc. Une majorité d'articles traite de la pression qui existe sur les eaux souterraines en termes quantitatifs. En particulier 72 articles (43 %) mettent en avant l'épuisement des eaux souterraines. Les enjeux de pollution sont moins présents, soit dans 34 articles (20 %). Les articles analysés s'intéressent autant aux enjeux urbains (principalement l'approvisionnement des villes) que ruraux (principalement l'usage agricole). Du point de vue des actions à mettre en œuvre, 34 articles (20 %) abordent la réglementation de ces ressources<sup>17</sup> : 28 articles (16 %) enjeu de recharge des eaux souterraines et 19 articles (11 %) de la gestion participative.
- 12 Ainsi, le traitement de la question des eaux souterraines par *The Hindu* apparaît comme militant en faveur d'une préservation de ces ressources en mettant en avant les menaces qui pèsent sur elles. Ce constat est renforcé lorsque l'on prête attention aux auteurs des articles. Parmi les auteurs des 168 articles recensés figurent des militants ou des grandes figures de la politique de l'eau ou de la politique agricole, tel Ramaswamy Iyer, ancien secrétaire pour l'eau du gouvernement indien portant une voix alternative dans les débats sur la politique de l'eau, ou encore M.S. Swaminathan, le père de la Révolution verte en Inde. *The Hindu* donne la parole à des activistes tels que S. Vishwanath auteur de l'article de la Figure 1 et du plus grand nombre d'articles dans notre corpus<sup>18</sup>. Avec une visée de sensibilisation, ses articles mettent en valeur des pratiques vertueuses en relatant différentes expériences sur la récolte des eaux de pluie, les économies d'eau, la

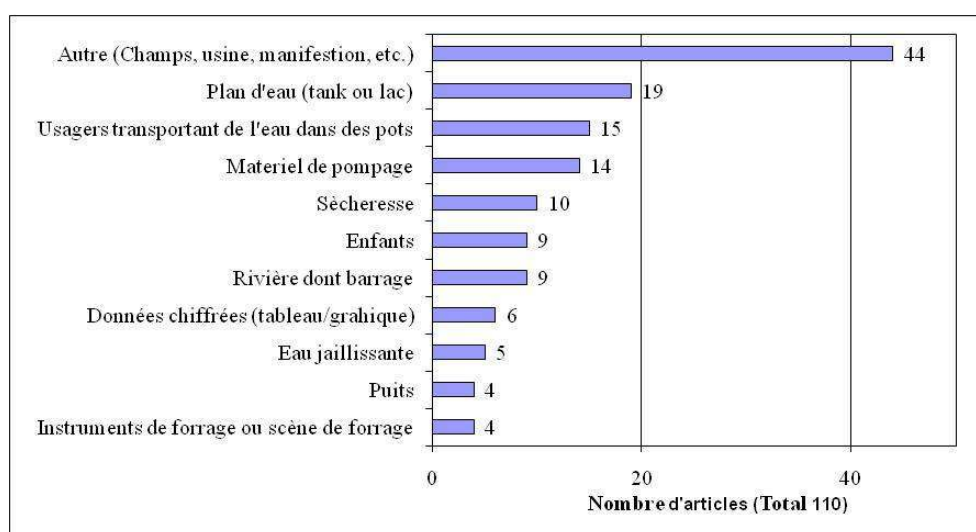


tarification de l'eau, la réutilisation des eaux usées. Cependant, si une majorité d'articles met en visibilité la pression sur les eaux souterraines et la nécessité de protection, on constate une variété de traitement qui se reflète également dans leurs illustrations.

### 1.3. Illustrations et textes des articles : au-delà des enjeux de protection, un journal qui valorise d'autres qualités

- 13 Nous nous sommes intéressés aux illustrations des articles pour questionner comment sont mises en images ces ressources cachées. Deux tiers des articles du corpus (110) incluent des illustrations, dont la plupart sont des photos (98). Six articles sont illustrés par des données chiffrées (tableau ou graphique cf. Figure 4) et six par des dessins. Aucune carte qui donnerait par exemple à voir les contours d'un aquifère, ni aucun schéma de coupe géologique ne figure parmi les illustrations alors que les cartes sont très présentes dans les rapports d'expertise. La Figure 4 recense les sujets des photos<sup>19</sup>. Notons que l'illustration peut être en lien avec le sujet principal de l'article pour les articles dont le sujet principal n'est pas l'eau. Ainsi, nous avons rangé dans la catégorie « autre » 44 articles qui comportent diverses photographies tel un champ agricole (3 articles), une couverture de livre, un tigre, des pyramides en Égypte, des bouteilles en plastique, une scène de réunion, etc.

Figure 4. Photos illustrant les articles



Les photos sont en majorité des photos d'eau de surface (réservoir, lac, rivière), soit dans 28 articles (16 %). Ceci s'explique en partie par le fait qu'une majorité d'articles traite de la gestion des eaux de manière générale et pas seulement de la question des eaux souterraines, comme le montre l'illustration de l'article de la Figure 3. Les eaux de surface et les eaux souterraines sont intimement liées tels les tanks et les puits en Tamil Nadu (Aubriot, 2013). Dans *The Hindu*, les eaux souterraines sont rarement montrées directement. Elles peuvent l'être lorsqu'elles jaillissent d'un tuyau ou d'un forage, percolent à la surface ou au fond d'un puits. Nous avons recensé seulement quatre articles illustrés par une photo de puits, dont deux puits à sec (ex. Figure 5). Ainsi, certaines photos mettent explicitement en image la sécheresse (10 articles) avec un puits vide ou des terres craquelées. Dans une moindre mesure, l'eau souterraine est représentée comme jaillissante (cinq articles, cf. Figure 6).

- 14 La photo de la Figure 5 est en outre intéressante dans l'association qu'elle propose entre eau et religion. Ce lien est très fort en Inde, du fait en particulier du rôle des temples dans le développement des infrastructures d'approvisionnement. Or, très peu d'articles de *The Hindu* l'évoquent. Une recherche spécifique<sup>20</sup> a fait apparaître une dizaine de résultats seulement, avec par exemple un article du 23/09/2014 intitulé « Prière interreligieuse pour la pluie ». Quelques articles, hors de la période considérée dans le corpus, évoquent des *pujas* (cérémonies religieuses) célébrées pour la mise en fonctionnement d'un ouvrage, tel un seuil (petit barrage) à Coimbatore dans un article du 21 mars 2008. Cinq articles évoquent des sourciers (*water diviners*) employés pour déterminer le lieu adéquat pour un forage. Un tel résultat de faible exposition de la dimension religieuse correspond au sécularisme revendiqué du journal *The Hindu*. Un article d'un correspondant spécial du 26 mai 2014 est ainsi intitulé « Modi pressé de déclarer l'eau comme une « ressource séculaire » »<sup>21</sup> avec en toile de fond la dénonciation d'une inégalité d'accès à l'eau selon les communautés.

Figure 5. Illustration d'un article du 02 mai 2015 de A.R. Vasavi intitulé « Les champs qui tuent »



Source : Photo : A.M. Faruqi  
www.thehindu.com

Figure 6. Illustration d'un article du 20 septembre 2013 de T. Ramakrishnan intitulé « Adieu à la loi sur l'eau souterraine du Tamil Nadu »



Source : Photothèque du journal

- 15 Les eaux souterraines sont en outre représentées par les dispositifs qui leur donnent accès ou par les usagers qui les prélèvent. Les photos de matériel de pompage (pompe, tuyaux) et d'instruments de forage) illustrent 19 articles (11 %). Enfin, des photos montrent des usagers : un agriculteur au bord d'un champ, des enfants ou des personnes transportant de l'eau. Ainsi, une part non négligeable d'articles (9) est illustrée par des photos d'enfants, les générations futures. À ce titre, la photo qui illustre l'article de la Figure 3 est dissonante avec son contenu. Il s'agit d'une photo d'enfants jouant au football dans un tank (retenue d'eau) , patageant donc dans l'eau alors que l'article invite à préserver l'eau souterraine pour permettre le développement des villes. La dissonance est amplifiée par les publicités pour les bijoux en or accompagnant l'article sur le site internet le jour où nous l'avons consulté, et faisant écho à son titre qui associe les eaux souterraines à ce métal. Quinze articles (9 %) sont illustrés par une photo montrant des usagers prélevant ou transportant de l'eau dans des cruches en métal ou en plastique (cf. Figure 7) et soulignent la peine et l'attention portée à ce travail. Ces photos donnent ainsi à voir la pénurie, non pas du point de vue de la ressource, mais de celui de l'utilisateur. Elles s'accompagnent d'un texte qui n'invite pas explicitement à protéger la ressource, mais à développer les ressources disponibles pour garantir l'accès à tous. En outre, elles portent souvent une critique d'iniquité dans l'accès et de pénibilité pour les femmes, chargées de la tâche de ramener l'eau. Les articles mettent en avant la dimension sociale du rapport aux eaux souterraines. Cette analyse succincte des illustrations des articles en perspective de leur contenu montre une variété de qualités attribuées aux eaux souterraines au-delà de leur considération comme ressource en danger.

Figure 7. Illustration (sans légende – source non précisée) d'un article du 22 mars 2014 de M. Balaganessin intitulé : « Leur seul secours est sous terre »



## 2. Quatre qualifications des eaux souterraines associées à des modalités de gestion

- 16 À partir de l'analyse systématique des informations contenues dans notre corpus de 168 articles (photos, corps du texte, légendes, titres, etc.), nous avons identifié quatre qualifications typiques qui mettent en valeur les eaux souterraines dans le journal en association avec différentes modalités de gestion.

### 2.1. Un patrimoine en danger dont il faut réguler l'accès

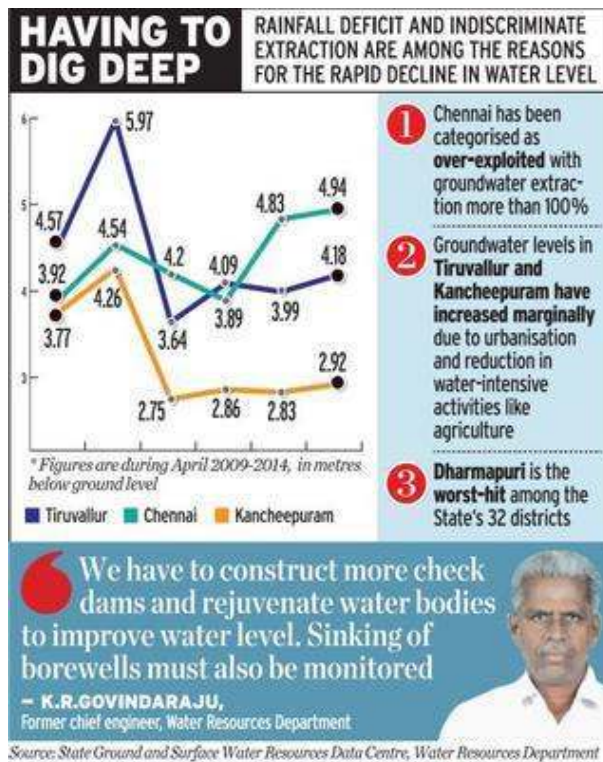
- 17 Une majorité d'articles met en avant l'atteinte aux eaux souterraines : qu'il s'agisse de montrer la pression qui s'exerce sur elles en termes quantitatifs et qualitatifs ou de pointer leur « *épuisement alarmant* » (cf. 1.2). Dans plusieurs articles, cet épuisement va de pair avec la « *crise écologique* » que subit la nation indienne (art. 29/12/12) en écho aux préoccupations environnementalistes du journal. Cependant, si des auteurs comme Ramaswamy Iyer invitent à des politiques moins interventionnistes pour laisser les rivières « *vivantes* » (« *living rivers* »), ils n'évoquent pas l'idée de laisser les eaux souterraines « *vivantes* ». Cet argument écologique n'est pas réellement déployé à propos des eaux souterraines. Il ne s'agit jamais explicitement de les préserver en tant que telles ou de respecter leur existence. Leur préservation est justifiée du point de vue des humains, mais peu argumentée et présentée comme une évidence face à la pénurie. Nous proposons ici la qualification de patrimoine en danger pour englober les qualifications qui invitent à préserver cette ressource en s'appuyant sur des arguments composites sollicitant différents ordres de grandeur (Lafaye et Thévenot, 1993). Le compromis entre les différents ordres de grandeur est cependant rarement explicité.

- 18 Les mesures de gestion associées à cette qualification visent à restreindre les prélèvements des humains, cela de manière réglementaire, incitative ou en renforçant une « conscience du danger ». Dans un article du 2 mai 2014, M.S. Swaminathan, propose « d'identifier et d'établir des sanctuaires pour les eaux souterraines dans des lieux appropriés. Ce sont des aquifères cachés qui ne devraient être prélevés qu'en cas d'absolue nécessité ». Un article du 20/09/13 sur l'abandon du Tamil Groundwater Act de 2003<sup>22</sup> rend compte des difficultés de réglementation de l'accès à l'eau souterraine en Tamil Nadu tout en soulignant cette nécessité. La voie réglementaire rencontre en Inde des difficultés d'application dues à l'impossibilité d'un réel contrôle des forages, la difficulté de suivi des consommations, le manque de données sur l'état des ressources et le manque de diffusion des informations existantes (Petit, 2005 ; Aubriot, 2010). Quelques cas concrets de régulation sont cependant mis en avant par le journal telle l'annulation de l'attribution de parcelles par le gouvernement du Tamil Nadu à une usine Coca-Cola<sup>23</sup> (Art 23/04/15).
- 19 Concernant la réduction de la demande en eau, peu d'articles rendent compte d'actions effectives. Un article présente la politique agricole du Penjab qui prévoit de diminuer la surface agricole pour favoriser la durabilité des ressources en eau. Il ne rend cependant pas compte d'une réduction effective de la demande. Quelques articles évoquent le retour à une agriculture pluviale. Aucun ne traite de pratiques d'irrigation au goutte-à-goutte comme solution. Celle-ci est considérée comme trop chère dans le cas de la culture de la banane (art. 09/04/13) ou inutile (art. 06/09/13). Plusieurs articles reprennent la régulation de l'accès à l'électricité (art. 28/08/10) ou l'introduction d'une tarification de l'eau pour inciter à économiser (art. 03/04/15). Les articles qui évoquent une maîtrise de la demande sont cependant rares au profit de ceux qui évoquent une meilleure gestion de l'offre associée à une tout autre qualification.

## 2.2. Une ressource limitée et à optimiser

- 20 Les articles mobilisant ce second type de qualification s'appuient sur des énoncés et des données scientifiques et techniques, pour poser un état des lieux de la ressource et énoncer des solutions. Ils rapportent les propos des officiels ou des spécialistes. Ils peuvent s'appuyer sur des schémas et utilisent des indicateurs tels que la profondeur de la nappe, la quantité de pluie tombée mesurée en millimètres. Le déficit de pluie y est considéré comme un facteur majeur de la baisse des niveaux des nappes. Le format court ne permet cependant pas d'entrer dans le détail des considérations techniques ou scientifiques. L'encadré de la Figure 8 est exemplaire d'une telle qualification. L'auteur est alarmiste mais rassurant quant à la possibilité d'une maîtrise de la ressource. Il met en avant la parole d'un ancien ingénieur en chef du Département des ressources en eau, comme autorité technique : « Nous devons construire plus de seuils et réhabiliter les retenues pour améliorer le niveau de l'eau. Les forages doivent aussi être surveillés. » Dans le corps de l'article, son propos est rapporté de manière plus complète en évoquant la construction de puits de recharge à l'intérieur des tanks et en appelant le gouvernement à interconnecter les rivières de l'État du Tamil Nadu afin d'éviter que l'eau ne se perde à la mer.

Figure 8. Encadré dans un article du 08/05/2014, de K. Lakshmi intitulé : « Avec les années de pluie déficitaire, le niveau des nappes chute »



- 21 Ce type de qualification mobilise la « *grandeur industrielle* » (Boltanski et Thévenot, 1991) de manière centrale. Il se fonde sur une confiance dans le progrès technique et dans la connaissance scientifique<sup>24</sup>. Cette confiance est représentée de manière typique par l'ambition d'interconnexion des rivières à l'échelle de l'Union indienne. Une telle mesure est régulièrement à l'ordre du jour des politiques de l'eau, mais elle reste controversée, en particulier dans *The Hindu*. Deux types de mesures font l'unanimité auprès des officiels, telle la commission de planification (art. 11/10/10), comme des activistes qui interviennent dans le journal : le développement de la récupération des eaux de pluie et la recharge des nappes (sujet évoqué dans 19 articles). Les articles rendent compte d'expérimentations réussies. Ils invitent à mieux entretenir les lacs et réservoirs et disqualifient l'empiétement de l'agriculture et de l'urbanisation sur les plans d'eau. Des articles appellent l'État à opérer cet entretien. D'autres soulignent l'implication des riverains et leurs pratiques vertueuses, à l'appui de données officielles (art. 28/05/10). En particulier, les sections régionales rendent compte des mobilisations pour des tanks, dont l'un des usages systématiquement cité est la recharge des eaux souterraines. Le souci de recharge des eaux souterraines peut également inciter à développer les forages. Ainsi, dans un article du 04/05/12, un activiste appelle les « *administrations à creuser autant de forages que possible pour recharger les eaux souterraines et les aquifères* ». Cet article appelle plus généralement à augmenter le nombre de puits avec un objectif de développer l'accès à l'eau. Ce faisant, l'article ouvre sur un autre registre de qualification des eaux souterraines qui invite à garantir l'accès à tous.

### 2.3. Un moyen de survie dont il faut garantir l'accès à tous

Figure 9. Illustration d'un article du 21/07/12 légendée : « Les héros de l'eau : des ouvriers en train de creuser un forage »



Source : Auteur inconnu  
www.thehindu.com

- 22 Dans un article du 21 juillet 2012, S. Vishwanath décrit la construction d'un forage en saluant les foreurs comme des « héros » (Figure 9). « C'est un travail difficile que de fournir de l'eau aux besoins croissants de l'Inde, en particulier pendant les périodes de sécheresse et de faibles précipitations. L'eau souterraine n'est pas durable sans une bonne gestion de la demande et une bonne recharge, mais elle continue d'être une source d'approvisionnement d'urgence. Nous survivons grâce au secteur informel et aux personnes qui acquièrent leurs compétences sur le terrain. Nous leur devons le respect ainsi qu'à leur travail difficile. Voilà la sagesse de l'eau. » L'auteur souligne la pertinence de mesures associées aux deux premiers types de qualification identifiés. Mais, cet article se place explicitement du point de vue des usagers pour mettre en avant un autre bien que celui d'une optimisation de la gestion ou une préservation de la ressource. Le bien commun qui est mis en valeur est le droit d'accès à l'eau présenté comme un « droit fondamental » (éditorial, 04/02/12)<sup>25</sup>. On retrouve cette perspective dans les articles qui mettent en avant les difficultés pour s'approvisionner en eau (cf. figure 7) ou les problèmes de santé causés par la consommation d'une eau souterraine contaminée (art. 21/03/13). Dans un article du 14/03/14, une habitante témoigne : « Nous devons passer des heures pour aller chercher de l'eau au forage, ce qui perturbe notre quotidien. C'est difficile d'envoyer nos enfants à l'école à l'heure. » Cet article parmi d'autres met en particulier en lumière le poids qui pèse sur les femmes pour accomplir cette tâche. Plus généralement, il s'agit de préserver le droit des

opprimés. Un article invite le gouvernement à « promouvoir un meilleur accès à l'eau souterraine, en particulier les communautés défavorisées dalits<sup>26</sup> » (25/05/12). Alors, dans un article du 26/05/14, l'accès à l'eau est élevé au rang d'obligation morale de la nation indienne. « *Ce qui est essentiel pour la plus grande démocratie pluraliste qu'est l'Inde, dans sa marche avant, c'est de fournir "assez d'eau pour tout le monde, tant en termes de quantité que de qualité", et cela devrait être le cœur de la nouvelle politique de l'eau indienne.* » L'auteur cite un membre de la State planning commission pour qui partager l'eau est aussi important que respecter toutes les religions. La grandeur civique (Boltanski et Thévenot, 1991) est ici fortement mobilisée. *The Hindu* accueille dans le même temps une critique systématique de la marchandisation de l'eau ou « *commodification of water* », titre d'un article à charge d'avril 2015.

- 23 Garantir le droit d'accès à l'eau justifie alors la construction de nouveaux forages, en particulier lorsqu'il est question de survie. Il peut s'agir de la survie du corps qui a besoin d'eau, mais aussi de la survie du moyen vivrier ou d'un mode de vie telle l'activité des blanchisseurs (art. 17/05/13). Puliur A. Nagarajan, président de l'association des horticulteurs du Tamil Nadu, déclare que « *les agriculteurs ont la nécessité d'approfondir leurs puits ou de forer de nouveaux puits pour sauver leurs cultures* » (art. 15/05/15). Dans un article du 28/07/13, pour P. Sainath : « *Les foreurs répondent également à une demande concrète des agriculteurs à travers le pays. Une demande motivée par le désespoir.* » La préservation de l'activité agricole justifie de s'opposer au renforcement de la réglementation, pour la survie des agriculteurs et plus largement pour garantir la sécurité alimentaire du pays. Un tel argument a justifié la multiplication des forages durant la révolution verte. Un haut fonctionnaire du gouvernement insiste : « *Ce ne sera pas approprié d'insister sur l'application de la loi lorsque l'État est sur le point de faire face à une période de pénurie d'eau* » (art. 19/01/13). Il est à noter que ces articles n'évident pas la pression sur la ressource, mais avancent que la poursuite de leur exploitation est un mal nécessaire. Ainsi, dans un article du 03/07/13 intitulé : « *Un développement qui nous nuit à tous* », Nityanand Jayaraman affirme : « *Les dommages collatéraux du développement, l'argument se tient et doit être acceptable pour nous. Sinon, nous n'aurions pas de développement.* » Dans un autre article, le vice-Chancellor de la TNAU (Tamil Nadu Agricultural University) fait un même constat avec un effort de compromis vis-à-vis d'une logique de préservation de la ressource. « *Nous ne pouvons survivre sans urbanisation et développement. Mais cela doit être fait avec un minimum de perturbation pour l'environnement* » (art. 19/07/13). Dans ces articles, le développement justifie d'exploiter l'eau souterraine prioritairement à la protection de l'environnement.

### 2.3. Une source d'émancipation dont il faut garantir le droit

- 24 Les citations précédentes revendiquent un droit au développement qui justifie la poursuite de l'exploitation des eaux souterraines. Ce faisant, les revendications ne se limitent pas à un droit d'accès, mais s'expriment également en termes d'émancipation. L'eau souterraine peut être considérée comme une source d'émancipation du peuple. Nous avons fait le choix de distinguer cette quatrième qualification qui relève d'une revendication de justice sociale de manière différente de la qualification de la section précédente. En effet, si elle est moins présente que les autres qualifications dans le journal, elle peut être mobilisée pour appuyer le développement des forages. Elle apparaît en particulier de manière indirecte via la valorisation d'œuvres artistiques qui la portent.



Ainsi, dans un article du 30 mars 2015, « Une pièce convaincante sur la réalité », Bishwanath Ghosh souligne le caractère réaliste de la pièce de théâtre *Thanneer Thanneer*<sup>27</sup> jouée à Madras en 2015, mais écrite en 1979. Cette pièce est considérée comme l'une des œuvres les plus importantes du siècle dernier en Tamil Nadu. Dans cette pièce, la construction d'un canal est associée à l'émancipation des gens ordinaires (« *ordinary people* »). Dans la préface de la traduction de la pièce en anglais (Shankar et Swaminathan, 2001 [1979]), l'auteur, Komal Swaminathan, précise : « *L'attitude apparemment agressive de la pièce vis-à-vis de la nature doit être lue dans le contexte de ce qu'elle semble préconiser : la liberté des villageois d'agir de leur propre chef, s'appuyant sur leur connaissance des conditions locales. Dans cet engagement pour l'action et la planification décentralisée, la pièce entre en résonance avec la critique actuelle des projets de grand développement qui ne bénéficient qu'aux élites.* » La pièce supporte un discours de maîtrise possible de la nature par l'homme accompagné d'une dénonciation de l'exploitation des humains par leurs confrères. Or, le développement de l'accès à l'eau souterraine a souvent conduit à une accentuation des aliénations entre ceux qui ont la capacité d'investissement pour accéder à cette eau et les autres (Janakarajan et Moench, 2006 ; Aubriot, 2011). Une telle accentuation est montrée dans le journal. P. Sainath dans un article (19/04/2013), intitulé « Forer dans l'économie de la soif » expose par exemple la dépendance entre agriculteurs. Avoir accès à l'eau souterraine relève d'une émancipation au-delà d'un droit d'accès pour la survie.

- 25 Une telle perspective d'émancipation individuelle et collective est présente dans un film de 2009, *Well done abba*<sup>28</sup>, dirigé par Shyam Benegal, dont *The Hindu* fait l'éloge en le qualifiant de « *rapsodie rurale* » (09/04/10). Dans *Well done abba*, le personnage principal, chauffeur à Mumbai revient dans son village pour marier sa fille. Mais lorsqu'il arrive, il voit, consterné, sa fille refuser un verre d'eau au conducteur de rickshaw qui l'a conduit, en argumentant qu'elle doit parcourir trois kilomètres pour aller chercher de l'eau. Autre fait lié à cette ressource : son frère jumeau et son épouse sont devenus des fugitifs pour avoir volé l'eau d'un puits. Il conçoit alors le projet d'établir un puits dans son village. Le film traite de son parcours pour construire ce puits, la recherche de financements et la sollicitation de subventions du gouvernement. Y sont dépeints le caractère absurde des mécanismes de subvention et la corruption à tous les niveaux de la bureaucratie. Le film ne met cependant jamais en cause le bien-fondé du puits ni n'évoque la disponibilité de la ressource<sup>29</sup>. À la fin, le puits est construit et le problème d'eau résolu. La menace d'épuisement des eaux souterraines n'est jamais évoquée. Le puits est individuel (une chanson dans le film est intitulée « *The well will be mine* » (« *Le puits sera à moi* »)) et garantit l'autonomie. Ainsi, l'accès à l'eau souterraine est non seulement présenté comme un droit de la personne (« *the common man*<sup>30</sup> ») dépossédée de l'eau par les puissants, mais aussi comme un moyen d'émancipation, et enfin comme une source de prestige. Cette dernière dimension est également illustrée par les figures 10 et 11. Dans la figure 10, illustrant un article du 6 septembre 2013, un agriculteur pose à côté du tuyau qui transporte l'eau d'un forage pour alimenter un puits ouvert. L'auteur de cet article interroge la pratique des agriculteurs : « *La somme qu'ils dépensent est très disproportionnée par rapport au rendement qu'ils attendent. Mais la satisfaction de sauver leur culture est leur unique récompense qu'ils savourent dans cette période de sécheresse. "Je ne vais pas renoncer car l'agriculture est un enjeu de prestige pour moi et ma famille", dit Senthil Kumar (l'agriculteur concerné).* » La publicité (Figure 11) montre le forage comme un instrument de fertilité et de virilité. Ainsi, cette qualification considère également l'accès à l'eau souterraine

comme une source de fierté et de prestige qui participe à la renommée d'un propriétaire (Aubriot, 2011) relevant de la grandeur de l'opinion (Boltanski et Thévenot, 1991).

Figure 10. Illustration article du 06/09/13



Source : A. Muralitharan

Figure 11. Mur publicitaire figurant un agriculteur posant avec à la main un tuyau devant un champ fertile et une eau qui jaillit, mur publicitaire, utilisée en couverture du documentaire intitulé « Eaux douces, Eaux amères »



Source : Couverture du documentaire intitulé « Eaux douces, Eaux amères », Coste et Ploumpidis, 2007

## Conclusion : le défi d'une politique de préservation des eaux souterraines qui ne soit pas « *contre le peuple* »

- 26 La presse parmi d'autres instruments contribue à la communication, c'est-à-dire à la mise en visibilité et à la mise en commun des eaux souterraines, ressources cachées de la vue. Ce texte a permis d'identifier des spécificités dans le traitement des eaux souterraines par *The Hindu*. Un premier résultat est le constat d'une bonne visibilité du sujet avec une majorité d'articles invitant à une préservation des eaux souterraines considérées comme en danger. Une analyse du contenu des articles révèle cependant d'autres qualités de ces eaux et leur ambivalence. Nous proposons ainsi de distinguer quatre qualifications des eaux souterraines qui ne sont pas exclusives. Un article peut articuler ces qualifications et porter des compromis entre les logiques qu'elles portent. Le tableau 2 reprend les quatre qualifications identifiées avec les modalités de gestion qui leur sont associées en termes de principes supérieurs de bonne gestion, de mesures et de figures de grands.

Tableau 2. Quatre qualifications des eaux souterraines

Qualification des eaux souterraines	Patrimoine en danger	en Ressource optimiser	à Moyen de survie	Source d'émancipation
-------------------------------------	----------------------	------------------------	-------------------	-----------------------

Ce qui est valorisé	Protection du patrimoine	Efficacité de la gestion	Droit d'accès à l'eau	Indépendance et prestige
<b>Mesures associées</b>	Régulation des prélèvements et des usages – Sensibilisation des usagers	Récupération des eaux de pluie et dispositifs de recharge Développement des connaissances scientifiques	Développement des puits pour un accès à l'eau pour tous – <i>pro-poor water policy</i>	Développement des puits
<b>Figures valorisées</b>	L'état économe et régulateur – L'utilisateur économe	L'expert technique ou scientifique	Le foreur – Celui qui donne accès à l'eau souterraine	Le propriétaire d'un puits – Celui qui est indépendant dans son accès à l'eau

- 27 La première qualification typique est celle de patrimoine en danger. Si le journal argumente la politique de préservation, nous constatons cependant que l'eau souterraine est considérée comme un patrimoine à protéger dans la perspective d'un usage et non pas en propre. En outre, la nécessité de protection est souvent présentée comme une évidence et peu argumentée, et au final peu d'articles décrivent des mesures effectives de régulation des prélèvements. La perspective de « *justice écologique* » (revendiquée dans l'extrait de Ramaswamy Iyer en introduction) est rarement argumentée en tant que telle à propos des eaux souterraines. À l'inverse, la logique d'optimisation technique ou d'ingénierie reste incontournable et largement déployée. Elle est présente dans de très nombreux articles de manière épurée ou combinée à d'autres logiques. Elle s'accompagne de l'expression d'une confiance dans le progrès et la technique pour maîtriser le risque d'épuisement. Il y a en outre un consensus sur la pertinence des mesures de récupération des eaux de pluie et de recharge des nappes. Concernant la perspective de « *justice sociale* » également appelée par Iyer, nous proposons de distinguer deux types de qualification qui, si elles renvoient à une même modalité de gestion (le développement des puits), la justifient de manière différente. La première relève du droit d'accès à l'eau et la seconde du droit à l'émancipation. Toutes deux justifient, mais de manière distincte, une poursuite de l'exploitation des eaux souterraines et une acceptation de la surexploitation. Si *The Hindu* promeut la préservation des eaux souterraines, il donne ainsi également voix à des arguments qui légitiment la surexploitation. La survie comme l'émancipation peuvent concerner un individu, un groupe ou la nation entière lorsqu'elles concernent par exemple la sécurité alimentaire. L'émancipation ne s'exprime pas en termes purement libéraux, mais en combinaison avec une logique plus traditionnelle de prestige liée à l'accès à l'eau. De manière notable, le prestige procuré par le fait de donner accès à l'eau ou d'avoir accès à l'eau est supérieur à celui procuré par le fait d'économiser l'eau. En outre, dans *The Hindu*, la justification de l'exploitation ne s'appuie jamais sur des arguments purement marchands. De nombreux articles se prononcent contre une marchandisation (commodification) des ressources naturelles en développant une critique acerbe. Enfin, le journal élude pour une large part les dimensions religieuse et spirituelle du rapport à l'eau, et par la même ce qui relèverait de

rites collectifs engageant cette ressource et reflétant d'autres formes d'attachement qui relèvent d'avantage d'une grandeur « domestique » ou « inspirée ». Dans la suite de cette analyse, les qualifications identifiées méritent d'être mises à l'épreuve d'autres travaux empiriques, d'une part en analysant leur réception et leur usage, par exemple par le lectorat de *The Hindu*, et d'autre part en s'intéressant à d'autres instruments de qualification : les journaux de langue tamoule, les rapports administratifs ou les discours des représentants politiques ou associatifs.

- 28 Pour conclure, cette analyse invite à prendre au sérieux la plurivalence des eaux souterraines, cela en élargissant le cadrage des politiques. Il s'agit de dépasser l'opposition entre préservation et développement pour constituer une politique de préservation des eaux souterraines qui ne soit pas « contre le peuple » (« anti-people »). Poser le débat de manière sectorielle et uniquement en termes de préservation conduit à une impasse. Les personnes concernées ont souvent bien conscience de l'épuisement de ces ressources, mais doivent composer avec d'autres préoccupations individuelles et sociales. La surexploitation peut, par exemple, être justifiée par la survie de l'activité agricole sur un territoire. Cet article propose de comprendre les résistances aux changements de pratiques sans les mettre immédiatement sur le compte de comportements individualistes, mais bien sur celui de qualifications contradictoires de ce qu'il est juste de faire. L'existence de différents registres de justification est une explication de l'entretien des mécanismes de surexploitation. Malgré les alertes répétées sur l'épuisement des ressources, d'autres logiques expliquent la poursuite de l'exploitation. Il s'agit alors de considérer les arrangements originaux entre la préservation des eaux souterraines et la nécessité de leur usage, par exemple lorsque des riverains s'approprient un dispositif de recharge des eaux souterraines comme un puits ouvert (Latusek, 2015). Nous avons constaté dans les articles que la logique d'optimisation technique se combine aisément avec les autres logiques et joue un rôle prépondérant. À l'inverse, la politique de préservation se combine difficilement avec les garanties d'un droit d'accès ou d'émancipation qui conduisent à l'hypothéquer. Ce texte ouvre la perspective d'une analyse plus systématique des compositions entre préservation et développement à partir des quatre qualifications proposées.

---

## BIBLIOGRAPHIE

Aubriot O., 2010, « Quel partage des responsabilités dans la gestion de l'eau souterraine en Inde du Sud ? (cas du Tamil Nadu et de Pondichery) », *Sécheresse*, vol. 21, n° 1, p. 28-33.

Aubriot O., 2011, « L'eau souterraine en Inde du Sud : un savoir réservé aux nouveaux maîtres de l'eau ? » in M.-C. Mahias (dir.), *Construire les savoirs dans l'action : apprentissages et enjeux sociaux en Asie du Sud*, Paris EHESS, Purusartha, n° 29, p. 237-262.

Aubriot O. (dir.), 2013, *Tank and well irrigation crisis : spatial, environmental and social issues. Cases in Puducherry and Villupuram districts (South India)*, Delhi, Concept Publishing Company.

Basu S., Leeuwis C., 2012, "Understanding the rapid spread of System of Rice Intensification (SRI) in Andhra Pradesh : Exploring the building of support networks and media representation", *Agricultural Systems*, n° 111, p. 34-44.

Boltanski L., Thévenot L., 1991, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.

Bon E., Landy F., 2005, « L'irrigation en Inde rurale à l'épreuve de la décentralisation », *Développement durable et territoires*, URL : <http://developpementdurable.revues.org/1580> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.1580 consulté le 16 octobre 2013.

Coste N., Ploumpidis N., 2007, « Bittersweet water. Irrigation practices and modern challenges in South India » (Co-authors : K. Anupama, O. Aubriot, Y. Gunnell), Trilingual DVD (French, English, Tamil), Hors-série 5, Pondicherry : French Institute of Pondicherry.

Faysse N., Petit O., 2012, « Convergent readings of groundwater governance ? Engaging exchanges between different research perspectives », *Irrigation and Drainage*, vol. 61, n° 51, p. 106-114.

Janakarajan S., Moench M., 2006, « Are wells a potential threat to farmers' well-being ? Case of deteriorating groundwater irrigation in Tamil Nadu », *Economic and Political Weekly*, vol. 41, n° 37, p. 3977-3987.

Lafaye C., Thévenot L., 1993, « Une justification écologique ? Conflits dans l'aménagement de la nature », *Revue française de sociologie*, vol. 34, n° 4, p. 495-524.

Latussek J., 2015, *Analysis of the institutional framework for artificial groundwater recharge in Tamil Nadu*, Master Thesis, Anna University, 93 p.

Mitchell M., Curtis A., Sharp E., Mendham E., 2012, « Directions for social research to underpin improved groundwater management », *Journal of Hydrology*, vol. 448-449, p. 223-231.

Montaut A., 2004, « L'anglais en Inde et la place de l'élite dans le projet national », *Herodote*, n° 4, p. 63-89.

Mukherji A., Shah T., 2005, « Groundwater socio-ecology and governance : a review of institutions and policies in selected countries », *Hydrogeology Journal*, vol. 13, n° 1, p. 328-345.

Nambiar P., 2014, « Framing sustainability : A case study analysis of the environment and sustainability discourse in the Indian English language press », *Global Media and Communication*, vol. 10, n° 1, p. 93-110.

Nirmala T., Arul Aram I., 2016, « How Online Indian Newspapers Frame Environmental Stories », *Journal of Global Communication*, n° 9, p. 5-13.

Peterson M. A., 2010, « But it is my habit to read the *Times*' : Metaculture and practice in the reading of Indian newspapers », in Bräuchler B., Postill J. (dir.) *Theorising media and practice*, Oxford, Berghahn, p. 127-146

Petit O., 2005, « La gouvernance des eaux souterraines et de l'irrigation en Inde » in Froger G., Brot J., Gérardin H (dir.), *Quels acteurs pour quel développement ?*, Paris, Gemdev-Karthala, p. 265

Richard-Ferroudji A., 2008, *L'appropriation des dispositifs de gestion locale et participative de l'eau - Composer avec une pluralité de valeurs, d'objectifs et d'attachements*, thèse de doctorat, Sociologie, EHESS, Paris, 492 p.

Sekar T., 1981, « Role of newspapers in creating mass concern with environmental issues in India », *International Journal of Environmental Studies*, vol. 17, n° 2, p. 115-120.

Shah T., 2009, *Taming the anarchy groundwater governance in South Asia*, New Delhi, Routledge.

Shankar P. V., Kulkarni H., Krishnan S., 2011, « India's groundwater challenge and the way forward », *Economic and political Weekly*, vol. XI.VI, n° 2, p. 37-45.

Shankar S., Swaminathan K., 2001 (1979), « Water ! : A Tamil Play by Komal Swaminathan », *Asian Theatre Journal*, vol. 18, n° 2, p. 123-173.

Thévenot L., 2006, *L'action au pluriel - Sociologie des régimes d'engagement*, Paris, La Découverte.

World Bank, 2010, *Deep Wells and Prudence : Towards Pragmatic Action for Addressing Groundwater Overexploitation in India*, 97 p.

## NOTES

1. Les traductions des légendes des photos ou des extraits du journal sont de l'auteur.
2. Administration indienne dédiée à la gestion des eaux souterraines.
3. Depuis les années quatre-vingt-dix, les travaux de recherche ont questionné le rapport entre militantisme environnemental et presse, en particulier concernant le sujet du changement climatique dans les années récentes. La question des eaux souterraines apparaît cependant rarement dans le champ des questions dites environnementales traitées par ces travaux.
4. Après le *Times of India*, c'est le second journal de langue anglaise le plus lu en Inde en 2013, selon le Bureau des circulations, et c'est le plus lu en Tamil Nadu. Il est diffusé à plus de 1 million d'exemplaires (1 314 016 en moyenne janv-juin 2014). Selon l'*Indian Readership Survey 2007*, Round 1, *The Hindu* a un lectorat de 2,2 millions de personnes. À titre de comparaison, *Le Monde* est diffusé à 298 529 exemplaires (2014, ODJ).
5. Dans le système de castes, brahmane regroupe notamment les prêtres, les professeurs et les hommes de loi ou plus largement les savants.
6. En 1981, un article pointait du doigt la limite à la diffusion des préoccupations environnementales par les médias du fait de l'analphabétisme (Sekar, 1981). Ce constat est moindre aujourd'hui, le taux d'alphabétisation en Inde est évalué à 74,4 % en 2011 (Census of India).
7. Le pourcentage d'Indiens parlant effectivement anglais est difficile à évaluer. Montaut considère en 2004 que 3 à 11 % des Indiens ont une maîtrise de l'anglais. De manière notable, elle mobilise le tirage des journaux anglophones comme un indicateur parmi d'autres.
8. L'auteur remercie David Anoussamy, Bénédicte Augéard, Gaïa Lassaube et Laurent Thévenot pour les discussions autour d'une première version de ce texte, ainsi que les relecteurs anonymes de la revue pour leurs commentaires précieux.
9. La version papier fait environ 20 pages. Comme la version en ligne, elle comporte différentes rubriques : Region, Nation, Opinion, News, Sport, Business, etc.
10. *The Hindu* est publié dans 12 centres avec une partie commune et une édition spécifique – Bangalore, Chennai, Coimbatore, Delhi, Hyderâbâd, Kochi, Madurai, Mangalore, Thiruvananthapuram, Tiruchirapalli, Vijayawada et Visakhapatnam.
11. À titre de comparaison, en 2014, nous avons effectué des recherches avec d'autres mots clés. Le nombre entre parenthèses correspond au résultat en nombre d'articles : Forêt (11 576), Eau (35 174), Biodiversité (1 247), France (3 643), Défense (7 586), Pollution (4 885).
12. Ce nombre inclut des courriers des lecteurs et des entrefilets.
13. Parmi les 66 articles, 28 articles traitent du risque de pollution des eaux souterraines suite à l'accident de la centrale. En outre 6 articles traitent de la controverse sur l'exploitation du gaz de schiste.

14. Ce corpus rassemble les articles catégorisés eaux souterraines et les articles de la rubrique opinion, en se limitant aux articles traitant de l'Union territoriale de Pondichéry et de l'État du Tamil Nadu pour ce qui est des informations régionales (cities).
15. Opinion (76), cities/villes (37), national (17), 7 de la rubrique sciences et techniques, autres (31).
16. Catastrophe industrielle survenue en 1984 et conséquence de l'explosion d'une usine d'une filiale de la firme américaine Union Carbide produisant des pesticides. Elle a fait plusieurs milliers de morts et malades, et entraîné une forte pollution encore présente aujourd'hui.
17. La réglementation concerne l'autorisation de forage, mais également d'autres sujets. En 2012, par exemple, le décès d'un enfant tombé dans un puits fait l'actualité (26/06/2012 « Les puits de la vie et de la mort ») et interroge la réglementation de ces équipements en termes de sécurité des personnes.
18. 15 parmi les 168 recensés. En outre 17 auteurs ont écrit 2 à 7 articles, 69 auteurs ont écrit un seul article du corpus. Le reste des articles, 31, est sans auteur identifié.
19. La somme est supérieure au nombre d'articles illustrés par des photos car les articles peuvent comporter plusieurs photos et les photos peuvent correspondre à plusieurs catégories, tels les enfants jouant dans un tank dans la figure 2.
20. Nous avons fait une recherche spécifique sur le site du journal avec le mot clé *groundwater* ajouté successivement aux mots clés *religion, spiritual, God, Varuna, prayer, pooja, water diviner*.
21. Premier ministre indien depuis 2014.
22. Ce dernier est considéré dans l'article comme non applicable en raison d'une part de son caractère trop contraignant (un permis était par exemple nécessaire pour transporter de l'eau par camion) et d'autre part du flou de certaines prescriptions, par exemple dans la définition des catégories d'usage soumis à régulation.
23. Dans un article en dehors de notre corpus (23/04/10), *The Hindu* se fait le relais du cas emblématique de Plachimada, Kerala où Coca-Cola a été contraint de verser des dommages et intérêts pour surexploitation des eaux souterraines. Ce cas a fait l'objet d'une large littérature présentant les arguments mobilisés qui dépassent ceux de l'épuisement et de la pollution des eaux souterraines.
24. Quelques articles invitent à un développement des connaissances scientifiques sur les eaux souterraines ou mettent en avant des innovations dans le domaine : usage d'isotopes rares pour tracer les sources anciennes (art. 23/11/11), études par hélicoptère pour identifier des ressources à « exploiter sans risque » (art. 24/09/14) ou utilisation des eaux souterraines pour prédire les tremblements de terre (art. 23/09/14).
25. Il est à noter ici qu'il n'est pas question des droits des générations futures tant les droits des générations présentes sont peu satisfaits.
26. Dalit : groupe de hors castes également appelés intouchables. L'appartenance à une caste en Inde est héréditaire, ce qui limite les possibilités d'ascension sociale. Les dalits sont parmi les plus pauvres.
27. « Eau Eau » en tamoul.
28. Le titre joue sur le double sens de « *well done abba* » en anglais qui signifie à la fois « bien joué papa » et « le puits est construit papa ».
29. Seule la réglementation d'une distance minimale obligatoire de 200 mètres entre les puits est évoquée.
30. Expression commune en Inde utilisée pour désigner l'Indien moyen, l'homme du peuple.



---

## RÉSUMÉS

Ce texte s'intéresse à la mise en mots et en image des eaux souterraines, cachées de la vue, par un instrument spécifique, *The Hindu*. Ce journal indien de fort tirage participe à la mise en visibilité de ces ressources. Cependant, nous y avons identifié quatre manières de qualifier et de valoriser les eaux souterraines en lien avec des modalités de gestion : (a) patrimoine en danger dont il faut réguler l'accès, (b) ressource limitée dont la gestion est à optimiser, (c) moyen de survie dont il faut garantir l'accès et (d) source d'émancipation dont il faut garantir le droit. L'analyse invite à prendre au sérieux la plurivalence des eaux souterraines et à considérer les arrangements entre leur préservation et la nécessité de leur usage.

This text analyses the wording and picturing of groundwater, eventually out of sight, by a specific instrument, *The Hindu*. This journal, one of the most read Indian newspapers, contributes to make these resources more visible and promotes their conservation while justifying exploitation. We identified four types of qualifications of groundwater going with different management approaches: (a) endangered heritage whose access must be regulated, (b) limited resource that must be optimized, (c) issue of survival with access ensured and (d) a source of emancipation that must be granted. The analysis invites to consider carefully the multivalence of groundwater and the arrangements between preservation and necessary uses.

## INDEX

**Keywords** : press, communication, images, heritage, expertise, prestige, emancipation, policy

**Mots-clés** : presse, communication, illustration, patrimoine, expertise, prestige, émancipation, politique

## AUTEUR

### AUDREY RICHARD-FERROUDJI

Audrey Richard-Ferroudji est sociologue, responsable du département des sciences sociales de l'Institut français de Pondichéry (Inde). Ses travaux portent sur la gouvernance de l'eau, domaine de sa formation initiale d'ingénieur, [audrey.richard@ifpindia.org](mailto:audrey.richard@ifpindia.org)